

Le Congo proche d'un accord sur les élections

LE RÉSUMÉ

Majorité et opposition congolaises se sont mises d'accord sur l'organisation de prochaines élections fin 2017. L'accord a été conclu sous la médiation de l'Église du Congo.

Le président Kabila restera encore un an au pouvoir. Un Premier ministre sera désigné au sein de l'opposition.

Les affrontements entre la police et les manifestants ont fait au moins 40 morts cette semaine.

VINCENT GEORIS

Mgr Marcel Utembi, le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), veut en finir avec la crise politique au Congo. De retour de Rome, il a fixé une *deadline* aux négociations entre majorité et opposition qui se déroulent sous sa médiation. «C'est Noël, et c'est la limite

à ne pas dépasser», dit une source proche des négociateurs. *Les évêques vont retourner dans leur diocèse pour les célébrations, il ne leur sera pas possible de poursuivre éternellement la médiation.*

Vendredi soir, l'objectif était pratiquement atteint. «Le plus dur est fait. Après ce qui s'est passé le 19 et le 20 décembre, tout le monde a compris qu'il faut avancer», poursuit cette source.

Majorité et opposition se sont mises d'accord sur un texte, présenté le soir même en plénière. Il pourrait être signé entre Noël et Nouvel an.

Deux points essentiels, portant sur l'organisation des élections et l'interprétation de la constitution, en souffrance depuis plusieurs jours, ont été réglés.

Les élections «fin 2017»

Selon cet accord, le président Joseph Kabila quittera la présidence après les élections prévues «fin 2017». C'est le temps jugé nécessaire pour trouver les moyens financiers et techniques

pour organiser le scrutin.

«Si la commission électorale fait bien les choses, les élections peuvent avoir lieu en novembre 2017», ajoute cette source. Les parties auraient accepté un soutien financier extérieur à la RDC pour organiser le scrutin.

Les Congolais seront aussi appelés à remplacer le Parlement et les assemblées provinciales.

Un gouvernement provisoire sera mis en place pour gérer la transition. Son Premier ministre sera choisi au sein de l'opposition.

Plusieurs questions restaient encore à régler vendredi soir en plénière, comme la composition de la commission chargée d'organiser les élections et le partage des rôles durant la période de transition.

Le changement de méthodologie a accéléré les négociations. Alors que le camp présidentiel était représenté par des «seconds couteaux», jeudi soir et vendredi, ils ont été remplacés par des personnages clés du régime. «Le débat n'en finissait pas. De trente, les négociateurs sont

passés à seize. Les choses sont allées plus vite», confie cette source.

Semaine meurtrière

Le président Kabila est toujours au pouvoir alors que son dernier mandat a expiré le 20 janvier dernier. Conformément à la constitution de la RDC, il ne peut se présenter à un troisième mandat.

Mardi, des manifestations ont éclaté dans les principales villes du pays, Kinshasa, Lubumbashi, Boma et Matadi. La police et l'armée ont riposté à balles réelles.

L'ONU dresse un bilan d'au moins 40 morts, 107 blessés et 460 arrestations. Mais selon plusieurs sources, entre 56 et 125 personnes auraient péri cette semaine. La crise politique a ravivé des conflits ethniques et religieux à travers le pays.

L'Église catholique tente d'éviter le pire au pays offrant ses services de médiation. Le Congo n'a jamais connu de transition pacifique depuis son indépendance. Entre 1996 et 2003, des civils ont entraîné la mort de millions de personnes.

KABILA, LE POUVOIR ET DIEU

«Je n'envie pas le pouvoir politique. Si je le voulais, je l'aurais pris en 1997, avec la chute de Mobutu, mais je ne l'ai pas fait, car mon pouvoir ecclésiastique est mille fois supérieur au pouvoir politique.» Ces mots prononcés en 2002 lors d'une conférence de presse par le cardinal Monsengwo illustrent l'influence, ancienne et persistante, de l'Église catholique sur la politique congolaise. Laurent Monsengwo était allé jusqu'à présider le Haut conseil de la république entre 1992 et 1996. Aujourd'hui, il continue à influencer discrètement sur le processus électoral. La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), dirigée par l'archevêque de Kisangani, Marcel Utembi, joue un rôle clé dans les négociations entre la ma-

rité kabiliste et l'opposition. D'où vient ce pouvoir? Près d'un Congolais sur deux est catholique, tandis qu'elle est la seule institution à être représentée sur tout le territoire de l'Etat-continent. L'Église se range souvent du côté des protestataires. Proche de l'opposition, elle est aussi représentée dans le clan Kabila par l'abbé Malu Malu, qui dirige la Commission nationale électorale indépendante (Ceni) créée par le président pour organiser les élections. Ces dernières années, l'Église catholique a quelque peu perdu en influence suite à l'arrivée des églises du Réveil, des pentecôtistes, de plus en plus proches de la Ceni. L'islam croît aussi à l'Est du pays, sous l'influence des casques bleus pakistanais.

V.G.